

Dans la tête de Marion Maréchal-Le Pen

« Maréchaal, me voilà,
oui c'est moi la sauveuse
de la Fraaance ! »

Hé oui, c'est moi, Marion Maréchal-Le Pen, la plus jeune députée de France. J'ai battu le record de mon grand-père, député à 27 ans en 1956. Des mauvaises langues me comparent à Jean Sarkozy en disant que je dois tout à mon nom de famille. Mais il y a une grande différence : moi, j'ai validé quatre années de droit à la fac !

C'est impressionnant l'Assemblée, mais ça va. J'ai Gilbert Collard et Jacques Bompard avec moi.

Collard, c'est notre girouette. Peut-être qu'un jour il se réconciliera avec Papi-führer, même si pour le moment ils ne s'aiment pas. Il faut dire qu'il a été au Parti socialiste en 81, puis soutien du trotskiste Pierre Lambert à la présidentielle de 1988, membre du secrétariat national du MRAP, il a même lutté contre les centres de rétention à Marseille ! Ensuite, il a été chiraquien, membre du Parti radical, puis du Nouveau centre...

Et puis il a défendu mamie Pierrette quand elle a divorcé d'avec Papi-führer ! En même temps, il a toujours défendu tout le monde et n'importe qui, pourvu que ce soit médiatique. Il représentait la partie civile dans le procès de Klaus Barbie (ah ! Ça me rappelle les poupées que m'offrait Papi-führer quand j'étais petite !), mais il s'est racheté en défendant le général Aussaresses qui avait fait l'apologie de la torture en Algérie. Il a aussi défendu Laurent Gbagbo...

Ça nous fait un sujet de discussion. Mon père vit justement en Côte d'Ivoire. Il a quitté le FN et ma mère en 2007. Il a ouvert une entreprise de finance basée à Paris et à Abidjan. Il s'est même remarié avec Cécile Houphouët-Boigny, oui, une Noire ! Bon, c'est une Noire qui aime bien la France, attention. C'est l'arrière petite fille de l'ancien dictateur ivoirien. Elle et sa famille ont toujours su maintenir la présence française, comme au bon temps des colonies.

C'est bien la preuve que nous ne sommes pas racistes ! Nous sommes juste pour la préférence nationale. Ça marche très bien en Côte d'Ivoire : les

entreprises françaises ont priorité sur les marchés publics, l'armée française décide qui est le président et les marchés français fixent les prix des productions agricoles. Personne ne s'en plaint ! En tous cas, pas mon papa.

Les colonisés ne sont pas très reconnaissants. Papi-führer m'a expliqué qu'il avait apporté l'électricité en Algérie. Hé bien à ce qu'il paraît, les Algériens lui en veulent !

Bref, je digresse. À côté de Collard et moi, il y a Jacques Bompard. Lui, son passé est beaucoup plus propre : Occident, Ordre nouveau, fondateur du FN... Papi-führer l'a exclu en 2005 parce qu'il avait peur qu'il lui fasse de l'ombre. C'était un mal pour un bien. Depuis, il a créé la « Ligue du sud », vous savez, ce rassemblement inspiré de la « Ligue du nord » des néofascistes italiens ! Il a réussi à y associer le Bloc identitaire. Tatie-Marine a voulu qu'on mette un peu de côté ces amis inféquentables. Papi-führer lui a reproché d'être une petite bourgeoise et d'avoir écarté tous ces courageux et dynamiques militants qui se sont fait remarquer parce qu'ils avaient le crâne rasé. Mais ils pourraient nous être utile

dans les années à venir. D'ailleurs, mon suppléant à l'Assemblée, c'est Hervé de Lépinou, le vice-président de la Ligue du sud.

C'est ça le Front national nouveau ! Certes, les noms de famille ne changent pas beaucoup. Le programme et le logo non plus... Mais à part ça, on a vraiment changé ! Avec nous, on a des personnalités diverses. On drague la droite de l'UMP et on garde nos amitiés parmi les fascistes plus traditionnels.

Et moi, entre Collard et Bompard, je suis le trait d'union de la droite nationale pour aller vers la Droite populaire et les déçus du sarkozysme.

C'est une lourde responsabilité pour une jeune de 22 ans comme moi, que de marcher sur les pas de Papi-führer pour guider la France, ou au moins la région PACA, vers un avenir glorieux. Enfin, Jeanne d'Arc aussi était très jeune. Mais comme me l'a dit Tatie-Marine : « Ne t'enflamme pas trop vite ! »



L'étincelle anticapitaliste
Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution
Revue publiée par le secteur jeunes du Nouveau Parti Anticapitaliste
Directeur de publication : Jean Baptiste Tondu
Impression : Rotographie - Montreuil.
Numéro ISSN : en cours.
Numéro de commission paritaire : en cours.
Tirage : 1000 exemplaires.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA

Pour une université d'été du NPA réussie, il faut s'inscrire nombreuses et nombreux au plus vite. Il est très important que

cette année l'UE soit réussie, car il s'agit de la première apparition du NPA à la rentrée, d'un des moments les plus agréables de l'année pour apprendre, débattre, discuter et échanger avec des camarades de toute la France et du monde entier.

Petit abécédaire tout à fait subjectif et incomplet

A comme Anticapitalisme, évidemment. Un cycle central pour creuser le sillon, composé de 18 séances où il y en aura pour tous les goûts. Trois temps forts pour débattre en toute solidarité avec des organisations de la gauche sociale

et politique. Et aussi des échanges nourris avec de nombreux militantEs venuEs des quatre coins d'Europe, à commencer bien entendu par la Grèce.

A aussi comme Algérie. Très présente cette année avec trois débats consacrés tant à l'histoire, 50e anniversaire de l'Indépendance oblige, qu'à l'actualité sociale de ce pays.

D comme Débats. A Port Leucate, on n'a pas peur de se frotter aux thèmes d'actualités, voire aux sujets qui fâchent. Par exemple nos réponses à la dette avec Damien Millet, porte parole français du Comité pour l'Abolition de la Dette du Tiers-Monde, ou la lutte contre l'extrême droite française et européenne avec

Manuel Abramowicz du site internet belge RésistancesS.

H comme Histoire. Revenir sur les expériences de la gauche au pouvoir, du Front Populaire à Jospin, ou se (re)mettre à fréquenter Jaurès et Guesdes, Kautsky et Rosa, et pourquoi pas se faire un avis sur les échanges souvent âpres entre Plékhanov, Lénine et Trotsky. Oui pourquoi pas.

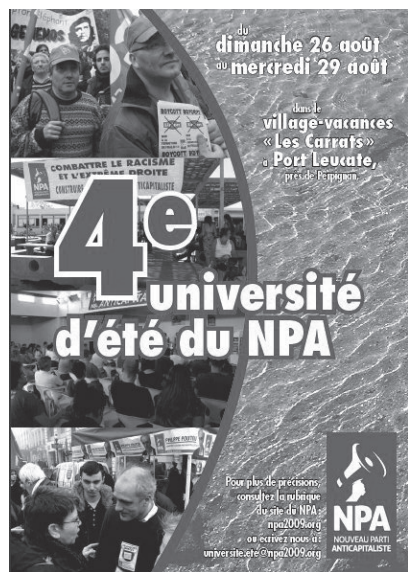
L comme Livres. On en trouve des tonnes à la librairie La Brèche présente à notre Université d'été.

M comme Musique. Parce que l'engagement n'a jamais été aussi réjouissant que quand il se fait sur un air entraînant, nous sommes heureux d'accueillir cette

année en concert HK et les Saltimbanks, la bande son de nos manifestations de ces deux dernières années.

T comme Travaux Pratiques. A 17h tous les jours, on cause concret. Comment prendre la parole en public ou écrire un tract ? Faire un site internet radical ou un blog révolutionnaire ? Diffuser la presse de notre parti ? Et même comment lutter contre le harcèlement sexuel ? A Port Leucate, le programme ne s'arrête jamais... pour celles et ceux qui le souhaitent.

Et si ce petit et trop partiel aperçu ne suffit pas, on peut jeter un œil sur l'intégrale du programme présent sur le site internet du NPA.



Abonnez-vous ! Prenez contact !

Nom Adresse Ville
Prénom Téléphone
Statut : Code postal e-mail

- Je VEUX m'abonner au JOURNAL (à PARTIR DU NUMÉRO...) POUR 10 € POUR 10 NUMÉROS (chèque à L'ORDRE DE ALEA)
- Je DÉSIRES PRENDRE CONTACT avec Les Jeunes du NPA

Envoyez à NPA Jeunes, 2, rue RICHARD LENOIR, 93 100 MONTREUIL
CONTACT-JEUNES@NPA2009.ORG // RÉDACTION : ETINCELLE.ANTICAPITALISTE@GMAIL.COM
NPA.JEUNES.FREE.FR // 01 48 70 42 30

L'ÉTINCELLE ANTICAPITALISTE

Journal des jeunes du NPA - De la révolte à la révolution !

1 euro

#22
ÉTÉ
2012

LES PATRONS LICENCIENT...



LICENCIATIONS LES PATRONS !



« LIBÉREZ-NOUS DES LIBÉRAUX ! »

Depuis plus de cinq mois, 400 000 étudiants québécois sont en grève afin de protester contre la hausse des frais de scolarité. Il s'agit de la plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec. C'est Jean Charest, le Premier ministre québécois et le chef du Parti libéral du Québec, qui se charge de la gestion et du financement des universités depuis trois mandats (2003-2012).

Depuis 2007, son gouvernement ne cesse de d'augmenter les frais de scolarité : alors qu'ils sont déjà de 1 300 dollars canadiens par semestre aujourd'hui. Il prévoit de les augmenter de 75 % entre 2012 et 2017. A cela, il faut ajouter les frais afférents exigés par les universités qui permettent de payer les services qu'elles proposent comme la bibliothèque. Au final, la facture étudiante totale s'élèverait à 4 700 \$ en 2017.

Pour les aides, les universités accordent des « prêts bourses » aux étudiants, qu'ils doivent commencer à rembourser six mois après le début des études. Le coût des études est donc d'abord assumé par l'endettement étudiant qui à l'échelle du Canada a atteint les 13 milliards de dollars en 2009. Pour le Québec, cette dette s'élève à plus de 15 000 \$ par étudiant (entre 25 000 et 30 000 \$ pour le reste du Canada où les frais d'inscription sont plus élevés). Avec la hausse des frais, cette dette va s'accroître encore et se rapprocher du niveau moyen dans le reste du pays. Le Québec est la partie du Canada où l'accès aux études supérieures est le plus important, ce qui risque aussi de changer avec la hausse des frais.

Le gouvernement fait le choix de l'affrontement

En mai 2012, le gouvernement de Jean Charest a aussi voté la Loi 78. Premièrement, elle suspend jusqu'à la mi-août les sessions affectées par la grève étudiante, ce qui concerne un tiers des étudiants. Elle impose que tout groupe qui organise une manifestation de plus de cinquante personnes dans un lieu public doit fournir par écrit au moins huit heures à l'avance à la police la date, l'heure, la durée, l'itinéraire et les moyens de transports utilisés, sous peine d'amendes de plusieurs milliers de dollars. Les arrestations sont donc massives et la violence policière excessive. On compte près d'une centaine d'arrestations par soir, lors des marches nocturnes et des concerts de casseroles.



La structuration du mouvement étudiant

Au sein des universités, la CLASSE (Coordination large de l'association syndicale pour la solidarité étudiante) joue un rôle important, à côté des FECQ et FEUQ, les deux autres organisations qui ont participé aux négociations avec le gouvernement. La CLASSE est une coordination d'associations formée à l'initiative de l'ASSE, l'une des associations existantes sur les universités et qui se revendique d'un syndicalisme de combat. La CLASSE regroupe environ 100 000 étudiants via les associations qui la composent, dont plus de 40 000 pour l'ASSE. Le fonctionnement des associations étudiantes fait que les étudiants payent une cotisation automatiquement en intégrant la fac. C'est pour cette raison que le gouvernement a intégré dans la loi 78 des points visant à suspendre le versement des cotisations aux associations qui organiseraient des manifestations non autorisées, le versement étant effectué par les administrations universitaires à partir des frais d'inscriptions payés par les étudiants.

Cette grève étudiante s'est élargie jusqu'à devenir une véritable crise sociale au Québec. Les Québécois ont profité du Mouvement du 13 juin pour rejoindre les étudiants dans la rue. De nombreux groupes de personnes ont manifesté non seulement contre la hausse des frais de scolarité mais aussi contre la casse du système public de santé et plus généralement la mise en place de la logique de « l'utilisateur-payeur » qui signifie dans la pratique la disparition de l'accès garanti et gratuit à l'eau, l'électricité, la

santé... D'autres revendications sont mises en avant dans les manifestations, notamment sur des thématiques écologiques comme le rejet de l'extraction du gaz de schiste ou du Plan Nord (plan de prospection et d'exploitation du nord du Québec avec construction de barrages, forages miniers...).

Fin août, c'est la reprise... de la grève ?

Dans les universités, la reprise des cours est prévue pour la fin août, c'est donc à ce moment que se discutera la poursuite du mouvement et de la grève, sachant que celle-ci est quasi interdite par la loi 78. L'enjeu n'est pas seulement la reprise du mouvement dans les universités, mais son extension à d'autres secteurs de la société québécoise.

L'automne s'annonce donc décisif, le gouvernement Charest voulant utiliser les élections anticipées pour empêcher la contestation de s'amplifier sur un terrain social. Sur le plan institutionnel, aucun parti n'est en position de gagner les élections en incarnant les revendications qui émergent du mouvement en cours. Les élections sont donc un piège tendu pour éviter que se discute la proposition de « grève sociale » mise en avant par la CLASSE. L'idée de « grève sociale » combine l'idée de grève générale et de désobéissance civile face à l'arbitraire qui permettent de construire des mobilisations de masse tout en s'attaquant à la légitimité du gouvernement et ses lois liberticides.

L'EURO 2013 ORGANISÉ DANS L'ÉTAT D'ISRAËL ?

Israël ne respectant pas les droits fondamentaux des Palestiniens, ni le développement du sport en Palestine, la Campagne BDS France lance une pétition demandant à l'UEFA et à son président Michel Platini que

l'Euro 2013 des moins de 21 ans ne s'y tienne pas : « L'UEFA a choisi Israël pour accueillir l'Euro Espoir 2013. Nous demandons à M. Platini de revenir sur cette décision pour montrer à Israël que la morale et l'éthique sportives ne

peuvent tolérer les violations du droit pratiquées par l'Etat d'Israël. L'histoire a montré, du temps de l'apartheid en Afrique du Sud, que le boycott sportif était une arme non violente pour combattre le racisme et les injustices:

la Fédération sud-africaine avait ainsi été exclue de la FIFA en 1976. »

<http://www.change.org/petitions/m-platini-pr%C3%A9sident-de-l-uefa-revenez-sur-votre-d%C3%A9cision->

[d-organiser-l-euro-espoirs-2013-en-isra%C3%ABl-3?utm_campaign=friend_inviter_action_box&utm_medium=facebook&utm_source=share_petition](http://www.change.org/petitions/m-platini-pr%C3%A9sident-de-l-uefa-revenez-sur-votre-d%C3%A9cision-)

ÉTATS-UNIS : QUAND LA COMMUNAUTÉ AFRO-AMÉRICAINE APPORTE SON SOUTIEN A LA COMMUNAUTÉ GAY

Le 19 mai, plusieurs organisations de lutte pour la défense des droits civiques et contre les discriminations raciales, telles que la très importante National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), ont officiellement fait part de leur soutien au droit au mariage pour tous les couples. « On doit être pour

les droits civiques de tou-te-s, ou alors on est pour les droits de personne », a commenté le révérend Al Sharpton du National Action Network, une organisation de lutte pour les droits humains.

Un soutien qui fonctionne dans les deux sens puisque début juin, les

militant-e-s LGBT se sont à leur tour prononcé-e-s contre le harcèlement policier que subissent les minorités visibles, notamment à cause du « stop-and-frisk » (littéralement « arrêter et tâter »). Le « stop-and-frisk » confère à un agent de police la possibilité d'arrêter une personne soupçonnée d'avoir commis ou d'être sur le point

de commettre un crime, et de procéder à une fouille pour vérifier si elle porte une arme. Des statistiques montrent que non seulement neuf individus sur dix sont innocents, mais surtout que les Noir-e-s, les Hispaniques et les personnes de moins de 25 ans subissent davantage ces fouilles arbitraires qui fonctionnent généralement au délit

de faciès. « Il n'y avait pas de raisons rationnelles de faire une descente au Stonewall Inn en 1969, pas plus qu'il n'y a de raisons d'arrêter les Noirs et les Latinos en 2012, et de les fouiller juste parce qu'ils sont qui ils sont », a déclaré Rea Carey, directrice exécutive de la National Gay and Lesbian Task Force pour expliquer cet engagement.

LE VÉRITABLE VISAGE DE L'ENSEIGNEMENT DE L'ART, C'EST LA POLICE ! SOUTIEN AUX ÉTUDIANT-E-S EN LUTTE DE L'ÉCOLE D'ART D'AVIGNON !

Depuis bientôt un mois, les étudiant-e-s de l'école d'art d'Avignon sont en lutte. La sélection arbitraire opérée entre la licence et le second cycle, et qui a vu pas moins de quinze étudiant-e-s -soit près de la moitié des effectifs- refusé-e-s à l'entrée en master, alors même qu'ils et elles avaient obtenu leur diplôme, a décidé les étudiant-e-s à dénoncer les pratiques de la direction de l'école. Cette sélection répétée

et inexplicable, qui atteint ici son paroxysme, ne constitue en effet que le dernier épisode en date d'une politique de gestion toute entière orientée vers l'humiliation des étudiantEs et la casse de toute contestation interne à l'école. Les élèves de l'école, dont certain-e-s ont constitué une section syndicale SUD, ont mis en évidence les pratiques scandaleuses de la direction de l'école: bien loin de « l'interrogation à l'égard de la beauté du monde » revendiquée

par le directeur du lieu, c'est bien le pire des pratiques managériales, du sexisme et du refus de toute contestation qui règne dans l'école.

Élection d'un représentant étudiant annulée, clientélisme, management par la terreur, harcèlement moral et physique, sexisme... L'école d'art d'Avignon est un concentré de ce qui peut se faire de pire en matière d'abus de pouvoir et de mépris à l'encontre

des étudiant-e-s. Depuis que ces derniers ont commencé à dénoncer le climat au sein de l'école, les pressions s'accroissent, culminant lors d'un dépôt de plainte au commissariat à l'encontre du directeur, notamment pour les faits de harcèlement dénoncés : refus de prendre les plaintes, accusations répétées de « mythomanie », présence de policiers en civil de la DCRI, intervention du commissaire...

Malgré les coups portés par ceux qui tiennent à maintenir coûte que coûte leur rôle de petits chefs et de serveurs d'un enseignement policier de l'art des élites, les étudiant-e-s tiennent bon. Ils ont déjà occupé leur école, et se refusent à abandonner la lutte tant qu'ils n'auront pas obtenu la démission du directeur, et la fin des pratiques dont il est le triste exécutant.

SOLIDARITÉ AVEC L'INSURRECTION SYRIENNE !

Les massacres continuent, les puissances impérialistes émettent l'idée d'une intervention armée...

Depuis le début de la révolution durant le printemps 2011, le peuple syrien subit une répression sans précédent. La terreur menée par le régime Al-Assad contre le mouvement de contestation populaire prend une nouvelle

ampleur : les bombardements punitifs touchant les villes d'Homs et de Houla ont déjà fait des milliers de morts.

Face à cette situation, les puissances impérialistes ont fait de nombreux communiqués pour dénoncer les massacres orchestrés par le régime et expulsé les ambassadeurs syrien de leur pays. Selon les opposants syriens la Russie, l'Irak et l'Iran apportent un soutien économique et militaire à la répression. Les puissances impérialistes ne sont pas encore intervenues directement dans ce conflit puisqu'elles ont un intérêt au maintien du régime Al-Assad : il a permis de gérer les tensions avec Israël et ainsi éviter un conflit armé depuis quatre

décennies tout en réprimant efficacement toute forme de contestation sociale permettant le maintien des rapports de force dans la région.

Cependant, depuis quelques semaines les défections au sein de l'armée syrienne se multiplient tandis que la contestation grandit. Si le peuple syrien arrive à mettre à mal le régime, les impérialistes n'hésiteront pas à intervenir militairement comme ils l'ont fait pour la Libye pour garantir leurs intérêts. C'est ce que confirme les propos de François Hollande le mardi 29 mai 2012 : « une intervention armée contre la Syrie n'est pas à exclure à condition que cela soit décidé par le Conseil de sécurité des Nations unies ».

Mais la contestation prend une nouvelle ampleur

Malgré toute la violence déployée par le régime, il n'arrive pas à écraser la révolution. Vendredi 18 mai 2012 le pays a connu 850 manifestations dans 647 points différents. Cela confirme le

développement de l'assise populaire et l'extension géographique de la révolte sur tout le territoire tant dans les milieux ruraux qu'urbains. Même les villes de Damas et d'Alep souvent considérées comme hésitantes ou fidèles au régime connaissent désormais des manifestations quotidiennes. L'université d'Alep a été rebaptisée « université de la révolution ».

Cependant, on assiste aujourd'hui à une situation de *statu quo* entre les deux parties. Sans nouveaux paramètres décisifs, le rapport de force actuel va durer pendant les prochains mois.

L'importance d'une solidarité internationale avec le peuple syrien qui lutte pour plus de démocratie, la justice sociale et l'indépendance, est désormais primordiale. Partout nous devons nous préparer à nous mobiliser contre notre propre impérialisme pour qu'il cesse tout soutien au régime Al-assad et contre toute forme d'intervention impérialiste en Syrie sous peine de voir le mouvement révolutionnaire se faire définitivement écraser.



LE CONTRÔLE CONTINU AU BACCALURÉAT : QUAND LE PS REPREND LES IDÉES DE FILLON...

Le ministre de l'Education nationale, Vincent Peillon, a indiqué qu'il n'était « pas hostile » à l'introduction d'une part de contrôle continu au baccalauréat et que cette

question ferait partie des « discussions cet été », lors d'un entretien sur RMC et BFMTV. Interrogé sur une possible introduction de contrôle continu au bac, il a rétorqué : « la discussion aura

lieu, je n'y suis pas hostile. Ce n'est pas une voie interdite », a-t-il ajouté, rappelant que la question porte en réalité sur le baccalauréat général, car il existe déjà une part de contrôle continu dans

d'autres bacs. L'instauration du contrôle continu au baccalauréat risque d'accentuer les disparités locales et de mettre fin à la valeur nationale du diplôme du bac : que vaudra

le contrôle continu d'un lycée de Seine Saint-Denis à côté des plus prestigieux établissements parisiens ?

AU CHILI, UNE LOI CONTRE LES DISCRIMINATIONS SUITE AU MEURTRE D'UN JEUNE GAY

Après le choc provoqué par le meurtre sauvage d'un jeune gay en mars par des néonazis présumés, le Chili s'est doté jeudi de sa première loi anti-discrimination, un texte considéré par des observateurs comme un pas

en avant dans la lutte contre le conservatisme. Le texte a été baptisé « Loi Zamudio » en hommage à Daniel Zamudio, ce jeune homme de 24 ans décédé le 27 mars à la suite de trois semaines d'agonie après avoir été roué de coups et torturé sur une

place de Santiago au petit matin par un groupe de néonazis. Présentée en 2005 au Parlement, la loi n'a été approuvée qu'en avril 2012. Elle établit pour la première fois dans le droit chilien le concept de « discrimination arbitraire » en raison du sexe,

de la religion, de la race ou de la condition sociale. Cette loi, bloquée sept ans par des parlementaires conservateurs craignant qu'elle ouvre la voie au mariage des couples de même sexe, constitue une nette avancée sociale dans un pays où le divorce n'est

autorisé que depuis 2004, en raison notamment de la forte opposition de l'Eglise catholique, à laquelle disent adhérer 80% des 16 millions de Chiliens.

Dans ce numéro :

Après les élections, où en est la Grèce	Page 4	Culture	Pages 10 et 11
Portrait de la gauche grecque anti-austérité	Page 4	(Pourquoi) les superhéros sont-ils réactionnaires ?	Page 10
Dossier : PS, du social réformisme au social libéralisme	Pages 5 à 8	Les femmes du Bus 678	Page 10
PS : Réformisme ou libéralisme ?	Page 5	Une histoire populaire de l'humanité	Page 11
Qui se ressemble s'assemble	Page 5	Histoire du mouvement ouvrier	Page 11
Le Front de Gauche face au gouvernement	Page 6	Oeuvres complètes de Frantz Fanon	Page 11
Formation : Les échecs du Parti socialiste	Page 7	Dans la tête de Marion Maréchal-Le Pen	Page 12
Jeux de l'été	Pages 8 et 9		

EDITO

ÉTÉ
MEURTRIER

Avec la crise et le temps pourri, on pouvait croire que les traditionnels carnages de l'été nous seraient épargnés. Niveau accidents de la route, peut-être. Mais niveau emploi, c'est l'hécatombe ! Entre PSA, et ses sous-traitants, Air France, Carrefour, Doux ou l'annonce du non remplacement de deux fonctionnaires sur trois (au lieu d'un sur deux sous la droite), le nombre d'emplois supprimés en quelques mois va rapidement supplanter le bilan de dix ans de pouvoir UMP dont cinq ans de sarkozysme.

Le gouvernement a beau jeu de convoquer des « partenaires sociaux », d'ouvrir des « négociations » pour mettre un petit sparadrap ici ou là. Il faut de vraies mesures. Il faut affronter les capitalistes pour leur dire que, non, il n'existe pas de « coût du travail » trop élevé. Les travailleurs et les travailleuses créent les richesses, ils ne « coûtent » pas quoi que ce soit !

C'est à eux et à elles de décider, de contrôler la production des richesses, leur répartition et celle du temps de travail.

Un gouvernement agissant vraiment au nom des classes populaires et de la jeunesse interdirait les licenciements et les emplois précaires, nationaliserait les entreprises en faillite et celles qui licencient tout en faisant des profits. Il les mettrait sous contrôle de la majorité de la population.

Le gouvernement de Hollande, Ayrault, Montebourg et compagnie a clairement choisi un autre camp.

À la rentrée, il s'en prendra aux jeunes avec ses « contrats de génération » et ses « emplois d'avenir » : encore de nouveaux contrats, dérogatoires au droit du travail, avec lesquels l'État offrira aux patrons des millions d'euros qui devraient aller à la Sécu pour rembourser nos soins ou financer nos retraites.

La dernière fois qu'un gouvernement a tenté de faire un contrat spécifique pour les jeunes, ça s'appelait le Contrat première embauche. Les jeunes et les salariés l'ont fait tomber.

À la rentrée, l'unité de la jeunesse et des salariés, du public comme du privé, sera nécessaire pour sauver nos emplois et nos conditions de vie !

APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, OÙ EN EST LA GRÈCE ?

Les 5 mai et 17 juin, les élections législatives grecques ont porté la Nouvelle démocratie (coalition de droite en faveur de l'austérité) en première place avec 29,68 % des voix. Mais la situation politique est toujours aussi instable, et cette victoire n'est que temporaire pour la classe dirigeante. Orchestrée autour de la peur de la sortie de la zone euro qui lui a permis de capter une partie des voix des classes populaires, la victoire de la ND est aussi due à un électoral âgé, concentré dans les campagnes, les villages. A l'inverse, les forces de gauche rejetant l'austérité sont majoritaires dans les grandes villes, les concentrations de travailleurs et dans la jeunesse.

Une crise institutionnelle qui est le reflet de la lutte des classes.

Le nouveau gouvernement ainsi formé n'a pas de légitimité, pas plus que l'ensemble du système institutionnel qui est remis en question depuis plusieurs mois maintenant. Les luttes sociales ont empêché la classe dirigeante de trouver une solution institutionnelle à la crise. Au mois d'octobre dernier, les grèves massives parmi les plus importantes de toute l'histoire de la Grèce ont

entraîné la chute du premier ministre socialiste Papandréou qui avait commencé à mettre en place l'austérité. Cela a conduit à la constitution d'un gouvernement d'union nationale entre le PASOK (PS grec), la Nouvelle Démocratie (droite) et le LAOS (extrême-droite) pour poursuivre cette politique. Mais à nouveau, cette coalition s'est heurtée au mouvement social qui, notamment le 12 février dernier lors d'une manifestation historique, l'a fait chuter et a initié le cycle électoral qui vient de se clore par la constitution d'un gouvernement. D'élection en élection, le pouvoir change de main mais la politique menée reste la même : l'application du memorandum, c'est-à-dire des mesures politiques qui ont fait sombrer drastiquement le niveau de vie de la population.

Taper fort pour faire accepter l'austérité...

Car si les classes dirigeantes peinent à trouver une solution de long terme pour se sortir de la crise, les capitalistes ont besoin d'accroître considérablement le niveau d'exploitation des travailleurs pour retrouver un niveau de profit raisonnable et une économie permettant de

rebondir dans la concurrence internationale. Le cap est donc clair : l'austérité violente, sans attendre !

Pour cela le gouvernement organise une répression sévère contre toutes formes de mobilisations. Car leur plus grande crainte serait que les luttes sociales, les grèves, les manifestations de masses se poursuivent, s'amplifient et finissent par remettre en question les plans d'austérité. C'est pour cela qu'il cogne dur. Comme par exemple l'intervention des CRS grecs le vendredi 20 juillet, à 5h30 du matin pour évacuer les travailleurs de l'usine d'acier d'Athènes, en grève avec occupation depuis plus de neuf mois et qui constituent un symbole de la résistance des jeunes et des travailleurs à l'austérité.

Amplifier, coordonner les luttes. Rompre avec le capitalisme.

La situation sociale et politique est donc toujours très tendue. Les solutions traditionnelles des bourgeois sont dépassées. C'est ce qu'a compris l'Aube dorée, un parti néo-nazi qui organisent des meurtres d'immigrés à Athènes et Patras. Il se pose en alternative radicale pour sortir le pays

de la crise. Il développe un discours rejetant le système qui parvient à trouver un écho dans la population. Ce phénomène constitue le plus grand danger pour les jeunes et les travailleurs. Il faut combattre l'extrême-droite en lui opposant un front uni de toutes les organisations du mouvement social. Et il faut aussi proposer une perspective politique de sortie de crise pour les classes populaires. Cela passera nécessairement par l'annulation de la dette, le rejet sans condition du memorandum et la mise en place de mesures de rupture avec le système, comme l'interdiction des licenciements et le contrôle des salariés sur les entreprises. Pour imposer cette perspective, des luttes massives devront se développer avec des structures d'auto-organisation, pour la lutte mais aussi pour la vie économique et sociale doivent se coordonner à tout les niveaux. C'est à partir d'une situation comme celle-là que la prise du pouvoir par les travailleurs sur l'ensemble de la société pourra se poser. Des expériences partielles de ce types peuvent servir d'exemples pour la suite du combat. C'est ce qui s'est développé pendant le mouvement d'occupation des places ou dans les réseaux de solidarités entre habitants d'un même quartier.

Ben et Damien (Comité Jeunes de Lille)



PETIT PORTRAIT DE LA GAUCHE GRECQUE ANTI-AUSTÉRITÉ

Les attaques de la Troïka plongent la population grecque dans une pauvreté sans précédent. Cela crée une réaction des travailleurs avec une explosion de luttes. Avec la crise, cette situation va continuer et s'accroître. Les organisations de la classe ouvrière et leur action sur la situation seront déterminantes. Deux d'entre elles, Syriza et Antarsya, sont des coalitions de différents partis et ont une importance cruciale.

Syriza : rompre ou ne pas rompre avec le capitalisme... telle est la question !

Syriza est une coalition qui rassemble douze organisations à la gauche de la gauche. La principale est SYNASPISMOS. C'est elle qui a le plus d'influence et possède un journal et une station radio. Les scores électoraux de Syriza depuis le début de la crise ne font que grimper. En 2009 elle obtient treize députés et un eurodéputé, en 2010 une quinzaine de conseillers municipaux et enfin aux deux dernières élections législatives des 6 mai et 17 juin, elle s'est placée deuxième force du pays en obtenant 16,8 puis 26,9 %. L'influence de cette coalition dans les entreprises est bien

moindre, elle possède surtout des militants dans le secteur public, même si les deux dernières campagnes électorales ont amené une série de travailleurs à se rapprocher de la coalition et à porter son programme. Ce dernier porte sur deux mesures phare : renégociation du memorandum (plan d'austérité) et suspension du paiement de la dette. Sur cette dernière mesure, le programme reste flou car Syriza propose soit un moratoire sur la dette, soit une renégociation. Mais sans annulation, les mesures d'urgence qu'il propose d'imposer ne sont pas applicables : rétablissement du smic à 751 euros, baisse de la TVA sur les produits de première nécessité, augmentation de la durée des indemnités chômage... Enfin, dans ce programme, l'Eglise orthodoxe, qui est extrêmement riche, ne serait inquiétée par aucune taxe. De la même façon, Alexis Tsipras (le leader de Syriza) propose d'aller renégocier avec les armateurs certaines niches fiscales. C'est insuffisant sachant que ceux-ci ne payent actuellement aucun impôt ! Ce programme propose donc peu ou pas d'incursion dans la propriété privée. Il ne se pose pas la question d'un renversement de la société mais propose d'essayer de gérer la crise en faveur des classes populaires... sans changer de système. De ce fait, Syriza a aussi subi la pression de la situation et des classes dirigeantes qui cherchaient une

solution institutionnelle à la crise. Ainsi, elle a eu tendance à adapter son programme à cet objectif.

Aujourd'hui, Syriza soutient les luttes, mais les portes-parole de cette organisation ne préparent pas la population à devoir lutter pour imposer ses revendications. SYNASPISMOS, au contraire appelle à ne pas descendre dans la rue et à se concentrer sur le travail parlementaire... Il se place en parti réformiste qui voudrait inverser le rapport de force entre les travailleurs et la bourgeoisie par une majorité de députés au parlement.

Antarsya : une coalition anticapitaliste qui peine à peser sur la situation

Antarsya est une coalition d'extrême gauche qui possède une certaine influence chez les travailleurs, notamment dans les manifestations où elle rassemble de très gros cortèges, et son implantation dans certains secteurs syndicaux (éducation, transports urbains, ...) est assez importante. Cependant, cette présence militante ne parvient pas à combler le manque d'une

implantation de masse chez les travailleurs. Ses scores lors des élections locales de 2010 marquaient un certain progrès avec une dizaine d'élus et 98 000 suffrages. Lors des élections législatives des 6 mai et 17 juin, ses scores sont redescendus extrêmement bas (0,33 %). Cette perte de suffrages est notamment due à la polarisation de l'élection autour du duel Syriza/Nouvelle démocratie. Leur programme est principalement axé sur l'annulation de la dette et des plans d'austérité, l'interdiction des licenciements, la rupture avec l'Union européenne, et la nationalisation sous contrôle ouvrier de secteurs stratégiques de l'économie. C'est un programme pour les luttes, qui essaye de faire le lien entre le refus de payer la crise et une rupture avec la société capitaliste. Sans illusion sur ses scores, Antarsya s'est malgré tout présentée pour populariser ses mesures transitoires en toute indépendance. Pour l'instant, c'est Syriza qui capte l'essentiel des espoirs des masses populaires. Mais seule Antarsya propose de rompre avec le capitalisme. C'est une perspective toujours minoritaire dans la population, mais nécessaire pour en finir avec les politiques d'austérité.

Mathias (Comité jeunes de Lille)

PS : DU SOCIAL RÉFORMISME AU SOCIAL LIBÉRALISME

Plans de licenciements massifs, fermeture planifiée de PSA, budgets sociaux en baisse... La rentrée s'annonce mouvementée. Les capitalistes, pour survivre à la crise et maintenir leurs profits, ont plus que jamais besoin de nous faire payer la crise. La parenthèse électorale est fermée, voici venue l'heure des plans sociaux d'ampleur et de l'austérité. Comme en Grèce et en État espagnol, le pire est sans doute à venir, mais il n'y a pas de fatalité et la résistance populaire peut mettre en échec ces politiques.

Le Parti Socialiste n'a qu'une perspective : gérer loyalement le capitalisme tout en promettant quelques progrès sur les questions de société et de maigres avancées sociales. Mais pris dans la crise comme entre le marteau et l'enclume, il n'a que peu de marge de manœuvre. Pour Hollande, l'heure n'est plus à la démagogie sur le changement. Il se prépare à avoir la seule attitude responsable envers le camp social du patronat, poursuivre l'offensive contre nos droits.

Ce dossier développe l'analyse du programme et de la politique du Parti Socialiste, sur les retraites, à l'université, sur l'immigration. Et le constat est clair, le changement, ça n'est vraiment pas pour maintenant ! Le second article analyse l'Internationale Socialiste, qui regroupe des partis réformistes du monde entier mais aussi certains fort peu fréquentables.

selon les sujets et les moments peuvent évoluer de l'opposition plus ou moins conséquente, en passant par le soutien critique et la cogestion franche et assumée.

Enfin, le dernier article analyse l'histoire du PS depuis sa version ancestrale de la SFIO. Il s'agit de comprendre comment le PS a évolué et poursuivi son évolution, d'un parti lié au mouvement ouvrier mais au réformisme inconséquent, à un parti de gestion du capitalisme.

L'article sur le Front de Gauche met en lumière les rapports entre la gauche réformatrice et le PS, qui

PS : RÉFORMISME OU LIBÉRALISME ?

Si l'arrivée au pouvoir de François Hollande et d'un gouvernement PS peut donner l'illusion que le changement c'est effectivement maintenant, voici trois exemples qui démontrent le contraire.

La retraite à 60 ans à taux plein pour notre génération... C'est pas gagné !

Nombreux étaient les jeunes et les travailleurs dans la rue à l'automne 2010 pour défendre la retraite à 60 ans pour tous, et plus spécifiquement pour les jeunes, que soit prises en compte les années d'études et de formation dans le calcul des années de cotisation. Avec un mouvement de grève important, ponctué par plusieurs journées mobilisant jusqu'à 3,5 millions de personnes dans la rue, le retrait de la réforme des retraites était une exigence pour un gouvernement qui entendait représenter une alternative à Sarkozy. François Hollande a choisi de simplement aménager la réforme en augmentant le nombre de personnes pouvant bénéficier du dispositif de « carrières longues » destiné à ceux qui ont commencé à travailler tôt. Ainsi, au lieu du retrait de la réforme, le gouvernement donne quelques miettes pour une infime partie de la population. Pour les autres, il faudra cotiser toujours plus alors que le chômage et les emplois précaires augmentent et partent toujours plus tard en retraite.

Des facs publiques financées à la hauteur des besoins ? C'est pas maintenant !

Pécresse et Sarkozy en avaient pourtant fait une fierté dans leur bilan du quinquennat, la loi LRU (loi d'autonomie) qui réforme le fonctionnement des universités ne sera pas abrogée par le nouveau gouvernement.

La LRU réduisait la démocratie universitaire en augmentant le nombre des personnalités extérieures dans les conseils des universités, permettait aux universités de se lier à des « fondations » privées qui pouvaient financer ensuite des formations dont le diplôme ne garantissait donc qu'un emploi dans l'entreprise qui amenait l'argent. La LRU, c'est aussi les universités qui deviennent propriétaires de la masse salariale et de leurs locaux. Cela signifie que dans un contexte où l'État sous-finance les universités, certaines d'entre elles se sont retrouvées dans l'incapacité de pouvoir boucler leur budget, payer leurs fonctionnaires, maintenir leurs filières. Le quinquennat de Sarkozy a donc vu une augmentation des contractuels et, pire encore, le déficit budgétaire pour une dizaine d'universités, voire la mise sous tutelle pour quelques unes d'entre elles.

Cette réforme fut ensuite la première base de la construction de gros mastodontes universitaires. Elle permit la mise en place d'une dizaine de pôles d'excellence en France dans le but de rentrer dans les classements internationaux, comme celui de Shanghai. Seulement, ces pôles sont évidemment constitués aux dépens des autres universités, qui voient leurs moyens diminués, une restructuration à la baisse de leur filière ou de leur formation. On assiste donc aujourd'hui à une recomposition de l'enseignement supérieur qui remet en question le service public universitaire remplacé par une logique de concurrence entre les établissements.

Dans ce grand bouleversement et après avoir connu plusieurs mobilisations ces cinq dernières années contre ces réformes qui s'ajoutaient les unes aux autres, la communauté universitaire avait exprimé son rejet de cette politique menée à marche forcée par les capitalistes. La nouvelle ministre de l'enseignement supérieur, Geneviève Fioraso, a décrit ses projets dans une interview au monde datée du 2 juin. Sans surprise, elle est très claire sur le fait qu'elle n'abrogera pas la LRU mais l'est beaucoup moins sur une augmentation du financement des universités. Pour elle, le problème de la



LRU est seulement celui de la collégialité des prises de décision. En somme, la politique universitaire menée sous Sarkozy va pouvoir continuer. Pas très étonnant pour celle qui s'entoure dans son cabinet de personnalités pro LRU tel que Lionel Collet, ancien président de la conférence des présidents d'universités qui ont toujours été favorable à l'autonomie.

« Être de gauche ce n'est pas régulariser tous les sans papiers ? »

L'ère Sarkozy aura été marquée par un discours décomplexé, raciste et xénophobe sur les immigrés et les étrangers. Le discours s'est accompagné d'une politique surfant toujours plus avec l'extrême droite : circulaire Guéant qui restreignait l'accès au marché de l'emploi pour les étudiants étrangers, quotas d'expulsions toujours plus importants année après année, augmentation des frais administratifs pour demander le renouvellement de son titre de séjour...

On nous avait annoncé une « république

exemplaire » avec l'arrivée de Hollande. Mais quelques semaines après le changement, les expulsions de sans-papiers continuent et pire encore Manuel Valls, ministre de l'Intérieur, assume totalement cette politique qui s'illustre avec sa dernière petite phrase : « Être de gauche ce n'est pas régulariser tous les sans papiers ».

Du côté de l'impérialisme français, rien de nouveau non plus. Hollande s'est précipité pour dire qu'il fallait accélérer l'exploitation d'uranium au Niger pour alimenter les centrales d'Areva. On sait aujourd'hui toutes les conséquences de cette politique qui vise à garantir les intérêts français dans le domaine de l'énergie nucléaire : pillage économique des ressources de ce pays au détriment de son peuple, développement de la pollution dans les zones d'exploitation qui oblige les populations autochtones à quitter la zone ou à voir leur santé se dégrader, corruption etc.

Que faire ?

Sur la forme peut-être que c'est le changement, le nouveau président est sans doute moins arrogant que l'était Sarkozy. Mais sur le fond, c'est la même

politique qui est menée ! Et celui qui se veut comme le président normal l'est surtout vis-à-vis des intérêts des capitalistes.

Alors pour nous, il n'y aura pas de changement sans nos luttes ! Pour obtenir des victoires dans nos combats, il ne faudra attendre aucun cadeau de Hollande, il faudra construire les résistances et réclamer notamment l'abrogation de toutes les contre-réformes de Sarkozy, car c'est le minimum qu'un président de gauche arrivant au pouvoir puisse faire. Il faut aussi se préparer à tous les mauvais coups, car au nom de la réduction des déficits, les attaques sur nos droits vont pleuvoir comme par exemple le projet de contrat de génération qui ajoutera encore un dispositif spécifique pour l'emploi des jeunes.

Sarkozy, Hollande : ils défendent les intérêts de la même classe dirigeante, il faut leur opposer la même réponse, la grève du plus grand nombre !

Benko (Comité jeunes Le Mans)

QUI SE RESSEMBLE S'ASSEMBLE

L'Internationale Socialiste est une organisation politique internationale qui regroupe la majeure partie des socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes du monde ainsi que certains démocrates. Elle n'a qu'un très lointain rapport avec l'Internationale Ouvrière (Seconde internationale, fondée en 1889) dont elle est pourtant issue.

Sous sa forme actuelle, elle a été fondée au lendemain la Seconde guerre mondiale, par plusieurs partis de gauche non communistes d'Europe occidentale. Si à l'origine elle prétend assurer l'unité du mouvement ouvrier international, elle se réoriente dès 1948 vers une franche hostilité envers l'Union soviétique et aux partis qui la soutiennent.

Ses principales sections sont alors la SFIO (ancêtre du PS) en France, le parti Travailliste britannique, et le parti social-démocrate d'Allemagne de l'ouest. Des partis qui derrière une étiquette progressiste se montrent de fidèles soutiens de l'ordre bourgeois. Par exemple, c'est le premier ministre français Guy Mollet (SFIO) qui envoi l'armée pour tenter de stopper la révolte du peuple algérien en 1956. Le SPD, après avoir renoncé à bâtir une alternative à l'économie de marché dès 1959 (programme de Bad Godesberg), rentre dans un gouvernement de coalition avec la droite en 1966. Quand au parti Travailliste, il revient très vite sur les réformes sociales qu'il adopte dans l'immédiat après guerre (la gratuité totale du système de santé publique s'arrête ainsi en 1951, juste trois ans après sa mise en place !).

La décolonisation, et surtout la chute du bloc de l'Est, augmente considérablement la taille de l'IS. Aujourd'hui, elle rassemble 161 organisations politiques à travers le monde. On y trouve de tout : des socio-libéraux (jusqu'à des partis qui ne se réclament même pas de la gauche, comme le Parti démocrate italien), des héritiers des anciens partis uniques stalinien (PS d'Albanie, de Bulgarie, de Hongrie), des centristes (Union civique radicale argentine, Parti libéral colombien), des partis confessionnels (Parti socialiste progressiste libanais, qui est le parti de la communauté druze ; Alliance des sociaux-démocrates indépendants, qui est un parti nationaliste serbe en Bosnie)... Jusqu'en 2011, elle comptait dans ses rangs des partis aussi sympathiques que le Rassemblement constitutionnel démocratique de Ben Ali, le Parti national démocratique de Moubarak ou encore le Front patriotique ivoirien de Laurent Gbagbo. Plus proche de nous, son président n'est autre que George Papandréou, dirigeant du PASOK grec, qui en tant que premier ministre a imposé une dramatique austérité à son peuple à la fin 2010. Quant aux membres consultatifs ou observateurs, on y trouve entre autres Russie Juste (parti pro-Poutine), ou encore le très sioniste Parti travailliste israélien.

Cela n'empêche pas l'IS de proclamer le plus sérieusement du monde que ses valeurs sont « la libération des inégalités, de l'insécurité, des persécutions. La libération de l'illettrisme, de l'extrême pauvreté, du fondamentalisme. La libération de la torture, de la terreur et de la guerre » (extrait du discours de Papandréou au XXIII^{em} congrès de l'IS, Athènes, 2008).



Les sections des pays membres de l'UE se retrouvent dans le Parti socialiste européen, très bien représenté dans les instances communautaires. Ainsi compte-t-il six commissaires européens, dont la haute représentante pour les affaires étrangères Catherine Ashton et le commissaire à la concurrence Joaquín Almunia. Il cogère de même le Parlement européen avec le Parti populaire Européen (droite) : partage de la présidence, des différentes commissions...

Bref, un assemblage hétéroclite de partis réformistes, libéraux, voire dictatoriaux et xénophobes... Qui n'a de socialiste que le nom !

Pauline (Comité jeunes travailleurs région parisienne)

LE FRONT DE GAUCHE FACE AU GOUVERNEMENT DE HOLLANDE, DE L'OPPOSITION DE FAÇADE AU SOUTIEN CRITIQUE

Alors que les 11 % du Front de Gauche au premier tour de l'élection présidentielle ont beaucoup fait parler, les espoirs d'une opposition au gouvernement de François Hollande disparaissent rapidement suite aux résultats des élections législatives et de l'attitude des députés...

Jusqu'au mois de mai, le Parti Communiste aura entretenu le doute sur une éventuelle participation à un gouvernement avec le PS. Le 3 avril, Pierre Laurent, secrétaire général du

PC, renvoyait « au lendemain de la présidentielle » la question de la collaboration. Quelques jours plus tard, celle-ci était renvoyée « après les législatives ». Pour rattraper ces déclarations hasardeuses, Mélenchon assurait, le 19 avril sur LCP, que le Front de Gauche ne participerait pas au gouvernement, mais laisserait travailler le gouvernement de François Hollande sans encombre.

Dans cette même intervention, on pouvait découvrir que le Front de Gauche n'appellerait pas non plus

à la grève, et ne serait donc « pas dans l'opposition à Hollande, comme le NPA ».

Dans un climat où le nouveau président socialiste ne revient même pas sur la réforme de la retraite et propose de supprimer l'âge légal de départ, le Front de Gauche place son discours du côté du mouvement social, mais apporte un soutien critique à un gouvernement d'austérité.

Tandis que la campagne présidentielle voyait le Front de Gauche reprendre la Bastille pour redorer son image, et redonner de l'espoir à ses électeurs et électrices, les résultats des élections législatives ont à nouveau renvoyé Mélenchon aux conséquences de son programme politique : à la remorque du Parti Socialiste.

De fait, de vingt-quatre députés sous la précédente législature, le Front de Gauche est passés à dix, et la constitution de son groupe, la Gauche démocrate et républicaine se fait grâce à la participation de cinq députés ultramarins, issus d'autres forces politiques. Face à ces résultats en baisse par rapport aux précédentes élections, Mélenchon, plutôt que de remettre en question son programme et son indépendance face au Parti Socialiste, ou d'attaquer

les socialistes politiquement, préfère les accuser personnellement d'empêcher les députés de participer à son groupe, évitant ainsi de se trouver dans l'opposition réelle au gouvernement.

C'est André Chassaigne, élu communiste, qui préside ce groupe. Dans la mesure où c'est son parti politique qui véhiculait tant d'incertitudes quant à la participation ou non du Front de Gauche au gouvernement, on peut se questionner sur son comportement quand viendront les premières réformes liées aux plans d'austérité...

Ainsi, le Front de Gauche, s'il veut se maintenir, va devoir choisir une ligne face à la politique de rigueur du gouvernement Hollande. Il a déjà déclaré qu'il ne se situerait pas dans l'opposition. Tout en soutenant de loin le PS, il sera sans doute amené par la lutte des classes à clarifier ses positions. Ce sera sans doute le cas pour les résistances des salariés dans l'automobile et à PSA. Soutien inconditionnel aux luttes des travailleurs et pour leur extension, ou refus de la perspective d'un mouvement d'ensemble et division entretenue du mouvement ouvrier ?

Un autre point clivant sera l'adoption prévue en septembre du pacte budgétaire, véritable machine de

guerre contre nos droits. Le Front de Gauche s'oppose à ce projet, ce qui est positif. Mais il se cantonne à exiger un référendum. À l'heure où le PS détient la majorité absolue au Sénat et à l'Assemblée, il s'agit rien de moins que de la couverture sur sa gauche du Parti Socialiste, pour éviter de l'affronter. C'est en n'appelant pas à la grève et en ne soutenant pas les luttes partout en France et dans le monde que le Front de Gauche participe à la politique gouvernementale.

Dans le climat actuel, il est essentiel de rappeler que le Parti Socialiste ne s'est jamais posé qu'en paroles comme le défenseur des intérêts de la classe ouvrière, et que le Front de Gauche, étant intégré au système et aux institutions capitalistes, ne peut défendre objectivement jusqu'au bout les intérêts des travailleurs et des travailleuses qui subissent les licenciements, les gels des salaires, les expulsions, etc. Il est ainsi complice de la politique de rigueur menée par le gouvernement de Hollande, faisant subir toujours plus la crise économique aux travailleurs et aux travailleuses.

Pia (Comité jeunes Rennes)



LE PS, DE RENONCEMENTS EN ÉCHECS

De 1905 à aujourd'hui, l'histoire de la SFIO puis du PS est faite de renoncements successifs, mais aussi de participations de près ou de loin à des mouvements sociaux d'ampleur. Plutôt que d'en faire une histoire linéaire, nous allons nous attacher à l'interprétation de quelques épisodes significatifs.

La Section française de l'internationale ouvrière, naît en 1905 du regroupement de plusieurs formations socialistes. Elle se donne pour but « la socialisation des moyens de production et d'échange » et se définit non pas comme « un parti de réformes » mais « un parti de lutte des classes et de révolution ». Pourtant, dès 1914, confrontée à la première guerre mondiale, elle participe à « l'Union sacrée » en votant les crédits de guerre, et se voit dotée de plusieurs ministères dans un gouvernement d'union nationale

En 1936, la victoire électorale du Front populaire (FP), une coalition rassemblant la SFIO, le Parti communiste et les radicaux (centre gauche) est un élément déclencheur de la grande grève générale, qui permet l'obtention de nombre de revendications non-inscrites dans le programme du FP tels les premiers congés payés. Dès son arrivée à la présidence du conseil, Léon Blum (de la SFIO) convoque les représentants du patronat et des syndicats ouvriers et parvient laborieusement à faire cesser la grève générale, tout en reconnaissant les conquêtes sociales.

Après la guerre, Guy Mollet s'impose à la tête de la SFIO en affirmant renouer avec les principes fondamentaux du socialisme, avec pour horizon le dépassement du capitalisme. Mais une fois au pouvoir, en alliance avec le centre, il mène une politique économique traditionnelle et intensifie les représailles en Algérie.

En 1981, Mitterrand aborde l'élection présidentielle doté d'un programme incluant la retraite à 60 ans, l'augmentation du SMIG de 21 %, la nationalisation des secteurs clefs de l'industrie et de l'intégralité du système bancaire. Au-delà de ce programme, par ailleurs bien plus « radical » que celui de Mélenchon aujourd'hui, il est laissé entendre qu'il ne constitue qu'une étape de la « longue marche vers le socialisme » en France. Dès son élection, des ministres communistes entrent au gouvernement. Mais quelques mois plus tard, le gouvernement désindexe le

SMIG (qui devient le SMIC) sur le coût de la vie, portant ainsi un coup terrible aux travailleurs dans le partage de la plus-value. Il augmente ainsi immédiatement le salaire nominal (celui inscrit sur la fiche de paye) pour baisser à terme le salaire réel (le pouvoir d'achat), du fait de l'inflation. Quand aux entreprises et banques nationalisées, elles furent restructurées et renflouées aux frais du contribuable, pour être revendues au cours des années 80 au privé pour une bouchée de pain. Enfin avec le traité de Maastricht de 1992, le PS désarme les travailleurs face à la concurrence internationale.

Face à un tel saccage commis par un parti issu du mouvement ouvrier, il est tentant de crier à la trahison. Mais ce même décalage tragique entre intentions et actes qui traversent l'histoire de la SFIO puis du PS, nous invite à y chercher des causes plus profondes. En 1971, dans un discours resté célèbre où il faisait de la rupture avec le capitalisme l'objectif premier du PS, Mitterrand s'arrêta pour prononcer à mi-voix : « la méthode ça passe ensuite ». Or c'est peut-être dans une telle ambiguïté que réside l'impasse dans laquelle s'est successivement fourvoyé le PS.

Le degré zéro de la stratégie ?

En 1936, pour une grande partie de la direction de la SFIO, l'insurrection n'est plus qu'un dernier recours face à une éventuelle offensive contre-révolutionnaire. Léon Blum, lui, a depuis le début parfaitement conscience de la différence entre addition de réformes et révolution, au sens d'une « rupture de continuité » et d'une transformation du mode de production. Il est honnête en reconnaissant qu'en tant que chef de gouvernement il ne peut que gérer le capitalisme en attendant une situation révolutionnaire et la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Mais faute de penser concrètement cette conquête du pouvoir, de la préparer, il est pris dans l'attentisme, alors que la plus grande grève générale de l'histoire du mouvement ouvrier français éclate. D'où la subtile théorisation de « l'exercice du pouvoir », au sens du pouvoir exercé au sein de l'État bourgeois, qui cherche dans le cadre du capitalisme à améliorer par des réformes significatives le sort et la combativité

des masses. Cependant il justifie ainsi l'imbrication de la SFIO dans des institutions bourgeoises qui paralysent l'appareil du parti. La SFIO se retrouve dans l'impossibilité de faire coïncider une pratique réformiste et une théorie révolutionnaire en parole. « L'exercice du pouvoir » est un moyen pour Blum de résoudre cette contradiction en séparant une possible insurrection toujours ajournée, et la participation immédiate des socialistes à un gouvernement d'union nationale. Les responsabilités gouvernementales du PS au sein de l'État bourgeois mobilisent toute l'énergie d'un parti dont l'activité est essentiellement asservie aux rythmes électoraux.

En 1981, l'action du PS est influencée pour partie par le bilan de l'Unidad popular au Chili en 1973. Cette expérience de gouvernement réformiste d'Allende, s'était terminée dans un bain de sang suite au coup d'État de Pinochet. Les socialistes français tiennent à accumuler lentement les réformes, temporiser de manière à ne surtout pas effrayer la bourgeoisie par des conflits sociaux ouverts. Cette stratégie les amène à s'opposer de plus en plus directement aux grèves localisées qui explosent en 1982. Mais ce faisant, ils se coupent de la base populaire qui seule aurait pu porter une vraie politique de rupture et affronter la bourgeoisie. Le gouvernement préfère une distribution par en haut au désordre que provoquerait une conquête des droits par en bas. Cette politique les contraint à étouffer le mouvement social, à briser sa dynamique. Durant le même temps, les socialistes respectent scrupuleusement la légalité bourgeoise et rachètent dans les règles les entreprises au lieu de les exproprier ; le Sénat, majoritairement à droite,

en profite pour ralentir les procédures de nationalisation et laisser s'organiser la fuite des capitaux. Comme en 36, pris entre le mur de l'argent et le mouvement social qui se radicalise le gouvernement sombre dans la panique au point que Pierre Mauroy, Premier ministre, accuse lors d'une grève à PSA « les extrémistes religieux qui manipulent les travailleurs de confession musulmane ». Cette dérive illustre les contradictions dans lesquelles nous place l'État bourgeois quand on arrive à sa tête. Les militants, trop occupés à défendre le gouvernement, ne servent plus les intérêts de leur camp social. En 1984 les ministres communistes démissionnent et le gouvernement prend définitivement un virage néolibéral. Ce moment, démoralisant pour le prolétariat, marque le début de grand reflux des années 80.

La chute

L'histoire du PS jusqu'à Mitterrand est scandée de longues périodes de glissements vers la droite, interrompues par de brusques coups de barre à gauche. Souvent initiés par des hommes en quête d'ascension dans le parti, ces tournants sont marqués par le rejet des petits arrangements avec les partis centristes, et par la réaffirmation de l'horizon socialiste. Le succès qu'ils rencontrent en remportant à chaque fois l'adhésion des militants est le signe encourageant de la ferveur que suscite le retour à l'idée de rupture. Mais faute de stratégie clairement révolutionnaire, l'élan ainsi provoqué fut toujours brisé par la direction une fois arrivée au pouvoir.

Le « virage à gauche mitterrandien » fut d'ailleurs le dernier. Si au fil de ces

épreuves, le PS avait pu garder un fond de culture socialiste, il ne résista pas à quatorze ans passés au sommet de l'État dans un contexte international d'offensive néolibérale. Au niveau du vocabulaire la transformation reste moins assumée que dans les pays voisins. Mais une politique dépend moins de ses positions de principes initiales que sur les forces sociales sur lesquelles elle s'appuie. La gauche revient au gouvernement en gagnant les législatives de 1997. Le bilan du gouvernement Jospin est sans appel : on a retenu les 35 heures, mais il détient aussi le record de réductions des cotisations sociales à la Sécu (27 milliards d'euros) et de privatisation de toute la Vème République.

Cependant nous perdrons beaucoup à dénoncer une simple trahison du PS. L'évolution similaire de l'ensemble de la social-démocratie européenne est là pour nous rappeler qu'il s'agit d'un mouvement de fond, de transformation progressive de partis ouvriers réformistes en partis clairement bourgeois de gestion du capitalisme. Selon les pays et les situations, ce processus général est plus ou moins avancé, voire abouti.

Ce qui différencie les réformistes des révolutionnaires, ce n'est pas seulement la radicalité du programme, mais aussi et surtout la méthode pour aboutir à la transformation de la société. En s'appuyant sur des exemples anciens et récents, le NPA défend la perspective de la grève générale, d'un gouvernement des travailleurs. Ce projet n'est pas conçu comme un modèle rigide, mais comme un moyen pour la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Charles et Vincent (Comité jeunes Paris 8)

Quelques lectures

- **Reforme sociale ou révolution, Rosa Luxembourg**

- **De la Commune à Mai 68, écrits politiques sur l'histoire du mouvement ouvrier international, Ernest Mandel**

- **L'État et la révolution, Lénine**



MOTS CROISÉS ANTICAPITALISTES

HORIZONTAL :

- I : Offre agressive ; commune andalouse
- II : On peut le perdre facilement ; met le bazar en Belgique ; aide-soignant
- III : Aussi appelé le vieux ; Vista Social Club
- IV : École Émancipée ; animal australien, arboricole et herbivore
- V : Apprenti ; capitale de royaume
- VI : Boisson stimulante d'origine chinoise ; ...et coutumes ; nécessaire au séjour
- VII : Bobby Sands y est superbement interprété ; groupe de heavy metal has been des années 80 ; même aujourd'hui certains se font encore arrêter
- VIII : En 1910, il combattait Porfirio Diaz ; magazine américain ;
- IX : Peut signifier la reprise d'une entreprise par ses salariés ; pour Nanni, c'est Berlusconi ; peut être flash
- X : Précieux ; on en trouve paraît-il au conseil constitutionnel ;
- XI : Le nerf de la guerre ; l'opium du peuple ? ; Sardou l'est, sans hésitation
- XII ; Vue dans Louise Michel ;
- XIII : Père... spirituel ; technicien de surface ; mange de nouveau
- XIV : NEUFème en latin ; elles ont eue leur journée à Grenoble ; Hellènes staliniens
- XV : Consommation aléatoire ; perdu pour longtemps ; avec on peut refaire le monde

VERTICAL :

- A : Journal autogéré grec
- B : École Émancipée ; philosophe écossais ; canular informatique
- C : Pas amateur ; dans l'anatomie masculine ; roi des Huns
- D : Agence de renseignement Sud-africaine, OU refus de reconnaître ; gigalitre ; frère de lutte
- E : Trois ; conduit, dirige...
- F : le 3 vient de sortir, on aime ou on n'aime pas... ; pain perdu ; Trinité et Tobago
- G : Toujours pratique pour emballer ; langue asiatique (utile au Scrabble) ; interjection enfantine ; bourrique
- H : Aide-soignant ; Soixante ; renseigne les États-Unis et opprime les peuples
- I : On en a beaucoup parlé en 2005... ; une intervention impérialiste bientôt ?? ; article défini
- J : Une grève sur les salaires en 2011 ; infidèle (très morale bourgeoise) ; mieux vaut ne pas y être admis
- K : interjection ; dirigeant connu du mouvement étudiant de mai 68 ; traité européen adopté en février dernier
- L ; Cinquante-cinq ; ira loger ailleurs !
- M : Civilisation sud-américaine, a eu le malheur de rencontrer les immigrants conquistadors ; filiale du crédit agricole en Grèce, au bord de la faillite
- N : Oui ; article défini ; un succès depuis 47 !
- O : Dictateur sur la sellette ; aux origines de la crise

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O
I															
II															
III															
IV															
V															
VI															
VII															
VIII															
IX															
X															
XI															
XII															
XIII															
XIV															
XV															

ANAGRAMMES RÉVOLUTIONNAIRES

Dans ce jeu, il s'agit de retrouver des personnalités du monde politique en changeant l'ordre des lettres dans chaque phrase, et en supprimant la ponctuation.

Exemple : NOBLE EVISCERATION ou CONVOITERAIENT BLES = OLIVIER BESANCENOT

1 : AS TU UN FRIABLE ?

2 : CITAI UN ARBRE A SHIT

3 : THEOPHILE BAND

4 : CE CLOU D'FILET

5 : Y A MARINE BRUT

6 : MAR' ON BOUGE DU TARN

7 : CE VIN PETILL', NON ?

8 : CHIPES, MALIN !

9 : OH KICK MOI LE NAZI ! TOUS TARES !

10 : POPULO TUE HIPPI

ANAGRAMMES :

1 : LAURENT FABUS
2 : CHRISTIANE TAUBIRA
3 : DELPHINE BATHO
4 : CÉCILE DUFLOT
5 : MARTINE AUBRY
6 : ARNAUD MONTEBOURG
7 : VINCENT PEILLON
8 : MICHEL SAPIN
9 : NATHALIE KOSCUSKO-MORIZET
10 : PHILIPPE POUTOU

VERTICAL :

A : Eleftherotypia
B : EE ; Hume ; hoax
C : Pro ; penit ; Uides
D : Nia ; CL ; anar
E : Dret ; mene ;
F : MIB ; raci ; TT
G : Alu ; Wu ; na ; tetu
H : As ; Oise ; SIA
I : Non ; Mali ; La
J : NBA ; volage ; Réa

SOLUTIONS DES MOTS CROISÉS :

V : The ; US ; visa
VII : Hunger ; Jovi ; SS
VIII : Emiliano ; Lite
IX : Res ; Catman ; mob
X : Ami ; sage
XI : Thune ; télé ; pour
XII : Yolande
XIII : Padre ; re-miam
XIV : IXE ; tuiles ; KKE
XV : Shit ; AAA ; si

QUEL-LE MILITANT-E ES-TU ?

1 – À la gare, tu vois un sac abandonné.

A - Tu vas l'ouvrir : c'est peut-être de l'argent ou des armes qui serviront au parti. Et si c'est une bombe, tu mourras en héros.

B - Tu t'enfuis : c'est l'État fasciste qui essaie de commettre un attentat contre toi et qui en profitera pour faire croire que c'est Al-Qaueda et mener encore plus de politiques sécuritaires et impérialistes !

C - Tu demandes aux gens autour de toi si c'est à quelqu'un

2 – Ton pote Jean-Kévin t'invite à une soirée poker

A - Tu acceptes et tu joues toutes tes économies : si tu gagnes, tu verseras tout au parti et tout le monde te sera reconnaissant

B - Tu lui fais la morale : les jeux de hasard, c'est l'opium du peuple !

C - Tu proposes de jouer avec des jetons, ou alors une très petite somme

3 – Tu rêves que tu es au bord d'une falaise...

A - Et que tu y précipites des bourgeois fascistes après un combat acharné de plusieurs heures. À la fin, le prolétariat mondial réuni t'acclame en sauveur.

B - Et tu tombes, poussé par des bourgeois fascistes

C - Et tu te réveilles...

4 – Tu milites pour...

A - Sauver le monde, car il n'y a que toi qui puisse vraiment le faire

B - Faire triompher la vérité sur les complots, fut-ce au péril de ta vie

C - Être en cohérence avec tes convictions

5 – Tu doutes...

A - Jamais de rien !

B - De tout, car tout le monde nous ment

C - De tout, sauf de la capacité des exploité-e-s et des opprimé-e-s à s'auto-émanciper

6 – Le principal défaut que peut avoir un-e militant-e, c'est :

A - De ne pas militer autant que toi

B - De se laisser bernier par les illusions que nous donne la société

C - De ne pas être en phase avec son milieu

7 – La principale qualité que peut avoir un-e militant-e, c'est :

A - Son héroïsme !

B - Sa capacité à voir ce que les autres ne voient pas

C - Sa capacité à entraîner les autres et à faire ressortir le meilleur de chacun-e

8 – La plus grande révolution de dernières années, c'est :

A - Le smartphone qui te permet, entre autres, de faire des rappels, d'envoyer une circulaire par mail, un communiqué de presse, d'inviter via Facebook tous tes amis à une réunion publique où tu prendras la parole, de

mettre toutes tes réunions dans ton agenda et de faire des vidéos de toi dans le métro...

B - Youtube et Dailymotion, où tu peux mettre des vidéos dénonçant les illuminati

C - Les soulèvements en Tunisie et en Égypte, mais ce n'est pas fini !

9 – De quoi pourrais-tu le plus te passer ?

A - De la télé, de toutes façons tu n'y passes pas, donc ça n'a aucun intérêt

B - Du téléphone portable, de toutes façons, c'est un moyen pour Big brother de t'espionner

C - Peu importe, tout est une question d'organisation

10 – Avant de démarrer ta journée :

A - Tu repasses dans ta tête tout ce que tu vas faire : diff à 5h devant une usine en grève où tu vas expliquer aux ouvriers comment il faut faire ; diff à 7h30 devant un bahut où tu vas distribuer un tract que tu as écrit tout-e seul-e ; diff à 9h à la fac pour que les étudiants voient bien ta tête avant les élections étudiantes où tu te présentes ; table syndicale de 10h à midi ; diff au restau U de midi à 14h ; réunion de direction syndicale de 14h à 16h ; rencard avec un sympath de 16h à 17h à qui tu as demandé de lire des documents sur l'empiro-criticisme la semaine dernière ; visite d'un piquet de grève à l'autre bout du département à 18h, c'est important que tu y sois car il y aura des journalistes ; comité à 20h, c'est important que tu y sois, car tu vas te proposer pour intégrer la direction ; rendez-vous téléphonique avec des syndicalistes néo-zélandais à 22h, c'est important car ils pourraient bien t'inviter à faire un meeting chez eux ; Zut, tu n'auras pas le temps

de préparer ton topo sur la stratégie révolutionnaire et l'économie marxiste à la lumière des situations comparées de la Corée du nord et de la Papouasie Nouvelle-Guinée...

B - Tu vérifies que personne n'a posé de micro ou de caméra dans ta chambre pendant ton sommeil

C - Tu bois un café et tu prends une douche

11 – Une tâche relou à faire (dossier d'APL à remplir, papiers de bourse à renvoyer, litière du chat à changer...)

A - Tu t'en fous, un jour tu dirigeras toi-même l'État et la CAF. Quant aux chats, un jour tu trouvera le moyen de leur apprendras à s'autogérer et à changer leur litière tous seuls.

B - Tu évites d'envoyer des informations personnelles à l'État, quant à l'odeur de la litière, elle permet de te faire passer pour mort auprès de tes voisins, ce qui brouille les pistes de l'État bourgeois !

C - Tu te dis que tu le feras demain, comme tous les jours depuis un mois... Mais tu finiras bien par le faire.

12 – Ton prof principal te convoque après la classe

A - C'est pour que tu arrêtes de lui couper la parole toutes les cinq minutes en disant qu'il n'y connaît rien

B - C'est pour te demander d'arrêter de refuser de mettre ton nom sur tes copies de peur qu'on les utilise contre toi

C - C'est pour te demander un conseil syndical, car tu connais bien le Code du travail

13 – Ta proviseure te convoque dans son bureau

A - C'est parce que, avec ta manie de raconter tous tes exploits sur ton blog, elle a grillé que c'est toi qui a posé une bombe dans sa voiture juste histoire de de venir célèbre

B - C'est pour te convaincre d'accepter de voir le psychologue scolaire

C - C'est parce que tu fais partie de la délégation des lycéens, profs et personnels en grève

14 – Ton patron veut te voir

A - C'est parce que ça fait une semaine que tu l'as séquestré et qu'il aimerait bien au moins un verre d'eau, voire une explication sur ce que tu lui veux, vu qu'il n'y a même pas de mouvement de grève dans la boîte

B - C'est sûrement parce que lui aussi fait partie des illuminati

C - C'est parce que tu es délégué syndical et qu'il est obligé

15 – Tes parents veulent te voir

A - Parce que tu leur as dit que quand tu serais au pouvoir tu les enverrais en camp de travail et que ça leur a foutu un peu les jetons.

B - Parce que la proviseure a appelé et que, vraiment, tu devrais aller voir ce psychologue, non ce n'est pas forcément un agent secret qui racontera tout au gouvernement...

C - Parce tu rentres quand ils sont couchés et que tu pars avant qu'ils se lèvent et que le sol de ta chambre est jonché de tracts, et que c'est bien beau de militer, mais quand même ce n'est pas avec tes conneries que tu auras tes examens un jour...

• Majorité de A, tu es un-e Working class mégalo

Tu tu bats pour une société égalitaire, mais en fait tu ne crois pas que le monde soit à ta hauteur. Bien que matérialistes, tu te crois investi d'une mission divine qui est d'apporter la lumière au monde, et peu importe si c'est malgré lui.

En courant d'une tâche militante à l'autre et en te mettant en avant, tu espères bien obtenir la reconnaissance de tes camarades et devenir leur chef. Le problème, c'est que tu as oublié d'avoir un milieu, des collègues ou des camarades à mettre en grève, des amis avec qui discuter politique pour les convaincre de tes idées, des voisins à qui vendre ton journal...

Tu prends tout le monde de haut et tu ne comprends pas pourquoi ça énerve les gens. Tu es déjà bien sympa de leur adresser la parole, non ?

Tu aimerais être : un mix entre Lénine et Chuck Norris

En fait, tu es : un mix entre Sheldon Cooper (Big Bang Theory) et Laurence Boccolini dans le Maillon faible

Plus tard tu seras : à la tête d'un groupuscule sectaire ou alors bureaucrate syndical

Tes chansons : « Je me voyais déjà en haut de l'affiche » d'Aznavour, « Les nouveaux partisans » de Dominique Grange

• Majorité de B, tu es un-e Working class parano

Tu ne te bats pas pour changer le monde, car tu sais que le monde tel que nous le percevons n'est pas réel. Matrix, ce n'est pas une fiction, c'est un aveu de ceux qui nous dirigent, fait exprès pour qu'on croie que c'est du cinéma. Et peu importe si personne ne te croit.

En passant ton temps à dire aux gens que toi seul-e connais la vérité sur le 11 septembre, l'assassinat de Kennedy, le naufrage du Titanic, le rachat du PSG par le Qatar et l'arrêt de la Star Academy, tu espères bien convaincre quelqu'un un jour. Enfin, quelqu'un de la vraie vie. Parce que sinon, sur Facebook, ton groupe « Attention, Facebook est

une invention des Francs-Maçons du FBI » rassemble déjà plus de huit personnes.

Les gens rigolent quand tu parles et tu ne comprends pas pourquoi. Ils font sans doute partie du complot eux aussi, non ?

Tu aimerais être : à l'ancienne, Mulder ou Scully de X-Files ; sinon, Patrick Jane ou Adrian Monk

En fait, tu es : le/la ouf que personne n'écoute

Plus tard tu seras : à l'asile

Tes chansons : « L'ordre mondial » de Keny Arkana, toutes celles qui parlent des illuminati et du 11 septembre

• Majorité de C, tu es un-e Working class hero

Si on ne change pas le monde, il ira à la barbarie. Toi-même tu ne verras peut-être pas l'avènement d'une société sans oppressions ni exploitation. Mais si ce que tu fais permets de maintenir l'idée que c'est possible, peu importe.

Tes activités parfois ingrates sont récompensées quand il y a une petite grève victorieuse ici, une manif réussie là, quand des gens viennent à une réunion publique que tes camarades et toi avez organisée, quand vous allez boire un verre après une action réussie, parce que tout ça, c'est une histoire collective.

Les gens écoutent ce que tu dis. Même s'ils ne sont pas d'accord

avec tout, ils reconnaissent qu'il y a du vrai. Un jour, entraînés dans une lutte, ils comprendront que ce n'était pas si utopique.

Tu aimerais être : toi-même en un peu mieux

En fait, tu es : toi-même, et c'est déjà pas mal

Plus tard tu seras : toujours toi-même, espérons-le !

Tes chansons : « Working class Heroe » de John Lennon, l'intégrale de Jean Ferrat, toutes les chansons du mouvement ouvrier qui parlent de luttes collectives...

(POURQUOI) LES SUPER-HÉROS SONT-ILS RÉACTIONNAIRES ?

Les adaptations de super-héros au cinéma connaissent un regain depuis le début des années 2000. Manque d'imagination des scénaristes ? Peut-être. Mais la résurgence des films de super-héros dit aussi quelque chose de notre époque.

Les premiers super-héros que nous connaissons sont nés après la crise économique de 1929 : Superman en 1938, Batman, Flash et Green Lantern en 1939, Wonder Woman en 1941, regroupés dans la Justice Society of America (puis Justice League of America) des éditions Detective Comics (DC). La Seconde guerre mondiale et le patriotisme ambiant donnent naissance à son principal concurrent, Marvel Comics, qui lance en 1941 Captain America. Marvel relancera les super-héros à la faveur des années 60 et de la Guerre froide : Daredevil, Hulk, Iron Man, les Quatre Fantastiques, les X-Men, Hawkeye, Black Widow, Thor ou Spiderman naissent entre 1961 et 1964. Certains se regrouperont dans the Avengers.

Les caractéristiques du super-héros ne sont pas neuves. Le demi-dieu grec Héraclès (qui deviendra un super-héros en 1962 sous son nom romain, Hercule) est doté de pouvoirs surhumains. Le dieu germanique et scandinave Thor (qui devient un super-héros en 1962) protège les humains des forces du chaos. Jésus Christ peut survivre à une crucifixion... Au Moyen Âge, les chevaliers de la Table ronde vivent des aventures solitaires au service de la veuve et de l'orphelin et s'allient pour apporter la lumière à l'humanité ; tandis que Robin des bois est un justicier hors la loi. Au début du vingtième siècle, don Diego de la Vega mène une double-vie sous le masque de Zorro...

Comment différencier un super-héros de ces personnages ? Certains tiennent leurs super-pouvoirs de leur naissance sur une autre planète ou dans une autre dimension (Superman, Thor, Wonder

Woman...), d'autres de manipulations ou d'accidents (Captain America, Hulk, Spiderman, les Quatre Fantastiques...), d'autres n'en ont pas mais possèdent des super-gadgets (Batman, Catwoman - sauf dans la déplorable adaptation de 2004, - Iron Man - même si son cœur artificiel lui donne des pouvoirs...). Tous n'ont pas une identité masquée et ne portent pas de costume...

Sont des super-héros les personnages qui possèdent au moins deux des caractéristiques suivantes : super-pouvoirs, super-équipement, double identité, costume. Le premier à y correspondre est né en 1909 dans le quotidien français La Dépêche : le Nyctalope est capable de voir dans le noir et mène une double-vie. Son auteur, Jean de la Hire (alias Adolphe d'Espie) a été plus tard un pétainiste notoire. Ce n'est pas anodin : dans les années 30 et 40, l'idée d'un surhomme ramenant l'ordre ne s'exprimait pas que dans les feuilletons et les bandes dessinées.

Des super héros super normaux ?

Qui sont réellement ces super-héros que l'imagination populaire appelle au secours des crises réelles ?

À l'image de la société, ce sont souvent des hommes, blancs, occidentaux (surtout états-uniens), défenseurs de l'ordre social. Il faut attendre les années 60 avec Storm des X-Men pour voir apparaître une super héroïne noire ; elle n'arrivera au cinéma qu'en 2000 ! Les super héros sont toujours des adultes encore jeunes ou dans la force de l'âge. C'est la moindre des choses pour réaliser leurs exploits, mais cela exclut donc de nombreuses autres facultés, sauf dans le cas des X-Men (pour la plupart des post-adolescents étudiants) dont la thématique même est d'apprendre à développer et contrôler leurs capacités.

Les femmes ont longtemps été reléguées au rang de simples petites amies, comme Lois Lane (Superman) et Mary Jane Watson (Spider-Man). Catwoman, Elektra, Supergirl sont des exceptions remarquables et remarquées, mais dont la rareté est proportionnelle à l'absence de succès auprès du public. Les films de super héros mettent en avant des caractéristiques de force physique, de virilité, de courage et contribuent auprès des spectateurs à entretenir l'idée que ces caractéristiques seraient typiquement masculines. Les super héroïnes sont souvent des sidekick, les faire-valoir du héros (Batwoman, Spidegirl, Jane des Quatre fantastiques,...) ou dessinées pour exciter les fantasmes d'un public masculin. Wonderwoman, quoique féministe, comme Catwoman sont mise en avant pour leur sexiness et leurs tenues suggestives.

Bref, vous l'aurez compris, les histoires de super héros ne cherchent pas à sortir des sentiers battus en remettant en cause les normes établies. Elles entretiennent plutôt les stéréotypes dans l'inconscient collectif des spectateurs.

Elles sont à l'image d'une société libérale, où l'illusion de l'american dream est entretenue : chacun peut devenir un héros, à condition que le destin ou le mérite le permettent. Mais au final, il n'y aura qu'une poignée d'élus qui sortiront du lot. La force du collectif n'existe pas. Le peuple n'est bon qu'à se laisser protéger par quelques uns et à les plébisciter à la fin du film ou de l'album. Leur corollaire, les super-vilains, sont des êtres fondamentalement mauvais. Aucune rédemption n'est possible : seule la peine de mort (et sans jugement bien sûr !) arrêtera leurs méfaits.

Les Watchmen ont le mérite de la franchise. Dans leur univers, parallèle au nôtre, ils ont fait gagner la guerre du Vietnam aux États-Unis et Richard Nixon est encore président en 1985. Ils

harcèlement sexuel sévit toujours, dans les rues, dans les transports, au travail à la maison... Dans le film, chacune des protagonistes va trouver un moyen de militer contre cette forme de domination masculine.

Nelly se confronte à la justice de son pays et porte plainte pour harcèlement sexuel. Son personnage est directement inspiré de Noah Rushdi, la première femme égyptienne à avoir intenté un procès pour harcèlement sexuel en 2008, imposant l'adoption d'une loi en 2009. Depuis les récentes élections en Egypte qui ont porté au pouvoir le parti des Frères musulmans, une députée a déjà proposé de supprimer cette loi... Cela n'est pas sans rappeler que la France a récemment abrogé la loi contre le harcèlement sexuel et que le nouveau projet

LE CAS X-MEN

Intégrationnisme ou suprématie mutante ?

Même si certains connaissent des aventures individuelles, les X-Men se caractérisent par leur travail en équipe. Ils ne sont certes pas le seul groupe de super-héros, mais l'école créée par le professeur Xavier est un lieu de regroupement et d'action collective, allant à l'encontre de l'individualisme souvent créé par l'acquisition ou la découverte d'un super-pouvoir.

La série X-Men est l'une de celle qui présente le plus de diversité. Des femmes et des non états-uniens y tiennent des places importantes, jusqu'à Storm, première super-héroïne à la fois femme et noire, et qui plus est née en Afrique (elle épousera d'ailleurs the Black Panther, premier super-héros noir de l'histoire).

Dans un monde où les mutants sont une minorités opprimée, ceux-ci doivent-ils mettre leurs super-pouvoirs au service de la société qui les persécute ou s'organiser pour dominer le monde ?

L'alternative est à l'origine de l'opposition entre le professeur Charles Xavier (Professeur X) et Max Eisenhardt (Magnéto, un des super-vilains les moins manichéens). Elle peut trappeler celui du mouvement afro-américain entre les intégrationnistes et les séparatistes. Pour prendre le chemin de l'émancipation plutôt que de la différenciation, il y aurait bien besoin d'un Malcolm X-Men !

revendiquent leurs sympathies pour la droite extrême, la guerre, l'autoritarisme et la haine du communisme.

Le super héros, un messie des temps modernes ?

À quoi bon, d'ailleurs, la démocratie ? Au final, ce ne sont pas des personnes choisies par le peuple, et encore moins le peuple lui-même, qui feront son bonheur, mais des héros désignés par la grâce du super-pouvoir !

Lorsque quelqu'un est là pour nous sauver, nous jugeons moins utile de prendre en main notre destin et d'agir sur la situation. À quoi bon lever le petit doigt pour changer les choses par nous-même ? Ce n'est pas forcément conscient, mais le cinéma ou la télé produisent un effet dans l'imaginaire collectif. Le film ou la série de super

héros conduisent plutôt à la passivité qu'à l'action. En période de crise, on se tourne plus facilement vers un prétendu sauveur suprême. Hé oui, le super héros aussi c'est l'opium du peuple !

Attention ! On peut bien sûr être anticapitaliste, révolutionnaire et apprécier de se détendre avec nos super-héros préférés ! Mais comme vous le savez (ou peut-être pas encore mais à votre âge il est grand temps), les super-héros ça n'existe pas.

Alors ne comptons que sur nos propres forces : les seuls super héros ce sont les travailleurs et les opprimés de cette planète. Ce sont eux qui détiennent les outils et le pouvoir de leur émancipation !

Léa et JB (Comité jeunes

92 nord)

NOUS SOMMES TOUTES DES FEMMES DU BUS 678



Trois femmes, trois formes de harcèlement sexuel. Le film de Mohammed Diab, « les femmes du bus 678 » met en scène le destin entremêlé de ces femmes, issues de milieux sociaux différents, qui vont mener un combat contre le harcèlement sexuel, chacune à sa manière.

Fayza, issue d'un milieu populaire, endure chaque jour des trajets en bus dans lequel elle est confrontée à des attouchements permanents. Seba, une bourgeoise, est emportée par la foule à la sortie d'un stade et subit des agressions sexuelles multiples. Nelly est agressée puis renversée par un automobiliste.

L'histoire, inspirée de faits réels, se passe en Egypte, mais le scénario aurait pu tout aussi bien prendre la France comme toile de fond. Ici, comme ailleurs, le

harcèlement sexuel sévit toujours, dans les rues, dans les transports, au travail à la maison... Dans le film, chacune des protagonistes va trouver un moyen de militer contre cette forme de domination masculine.

Nelly se confronte à la justice de son pays et porte plainte pour harcèlement sexuel. Son personnage est directement inspiré de Noah Rushdi, la première femme égyptienne à avoir intenté un procès pour harcèlement sexuel en 2008, imposant l'adoption d'une loi en 2009. Depuis les récentes élections en Egypte qui ont porté au pouvoir le parti des Frères musulmans, une députée a déjà proposé de supprimer cette loi... Cela n'est pas sans rappeler que la France a récemment abrogé la loi contre le harcèlement sexuel et que le nouveau projet

de loi est loin d'être satisfaisant, distinguant et hiérarchisant deux types de harcèlement sexuel et punissant moins qu'un simple vol ! C'est par nos mobilisations que nous arriverons à imposer nos revendications mais là encore, nous pouvons être confrontées à la violence de l'oppression masculine.

Le 8 juin dernier, Place Tahrir, quelques femmes se sont regroupées pour manifester contre la recrudescence du harcèlement qu'elles subissent justement lorsqu'elles participent aux manifestations. Elles ont été agressées sexuellement par un groupe d'hommes et contraintes à quitter la place.

Fayza, la femme du bus 678, opte pour un moyen plus radical: elle choisit de se défendre elle-

même en infligeant un coup de couteau, droit dans le sexe de ses agresseurs. Seba, quant à elle, avait mis en place un cours d'autodéfense gratuit pour les femmes. Entre législation et autodéfense, ce film pose la question des moyens de militer contre le patriarcat, qui lui est sans frontières, et des perspectives politiques à construire.

Céline (Lyon)

Nous sommes toutes des femmes du Bus 678
Film égyptien de Mohamed DIAB
Avec Nahed El Sebaï, Bushra Rozza, Nelly Karim

LES CHRONIQUES MAUVES : FIÈRES DE NOS COULEURS !

En 2010, Catherine Feunteun propose à plusieurs chaînes de télévision un projet de documentaire sur l'histoire des lesbiennes. Etrangement, elles ont refusé... C'est alors que s'est lancé le projet des Chroniques Mauves, saga

en douze épisodes, qui au travers de l'histoire de Chris, revient sur soixante ans d'histoire, et sur l'univers lesbien. Ce « roman graphique » débute dans les années 50 et se termine au moment de la marche des fiertés de juin 2011 à Paris. Au fil

des épisodes, se mélangent à la fois des récits personnels sur les premières expériences, les histoires sentimentales mais aussi des éléments sur l'histoire du militantisme féministe et lesbien avec des évocations à différentes reprises à des

militantes et écrivaines, qui sont devenues des références dans les mouvements féministes et LGBT.



LES OEUVRES COMPLÈTES DE FRANTZ FANON



Cinquante ans après l'indépendance de l'Algérie, nous redécouvrons les luttes de libération nationale, anti-coloniale, et les fractures durables qu'elles ont tracé dans la société française. Il est aussi temps de redécouvrir ceux qui ont forgé la pensée «décoloniale», parmi lesquels un certain Frantz Fanon, artisan d'autres de l'insurrection algérienne face au colon français.

Fanon écrivait en introduction de ses *Damnés de la Terre* que « la décolonisation est toujours un processus violent » par lequel le colonisé rentre à nouveau dans l'histoire. Avec cinquante ans d'avance, Fanon répondait à Sarkozy et son discours de Dakar. Et à l'heure des révolutions arabes, il fixe l'enjeu : se dépouiller du soi-disant universalisme occidental (« les Arabes font comme nous en 1789 »), de sa culture et de ses institutions forgés en outil de domination.

UNE HISTOIRE POPULAIRE DE L'HUMANITÉ



Si on commence par la fin du bouquin, ça peut faire penser à des topo qu'on connaît : ceux qui concernent l'histoire du mouvement ouvrier aux XXème et XIXème siècles. Si on remonte un peu le temps, on va plutôt avoir affaire aux révolutions bourgeoises (1789 en France, 1641 en Angleterre...). Et si on va chercher à comprendre comment fonctionnaient les sociétés féodales, esclavagistes... On comprend pourquoi le livre est énorme ! Mais cela vaut vraiment la peine de revisiter les

grandes étapes de l'histoire de l'humanité, avec cette fois bien plus de clés pour comprendre que dans les manuels scolaires. Car Chris Harman (trotskyste anglais décédé en 2009) a fait un remarquable travail d'analyse pour montrer l'importance historique qu'a eu la production (surtout agricole) et son contrôle par une classe exploiteuse. Une analyse qui montre aussi que le capitalisme n'a aucune raison d'être la fin de l'histoire...

EUSKAL HERRIA ETA GORRIAK : UN POINT DE VUE MARXISTE SUR LES QUESTIONS BASQUES

Au travers des apports d'auteurs marxistes sur la question nationale en générale, Jean Haïra analyse les questions nationales du Pays basque nord et sud. Il décrit les différentes évolutions du nationalisme basque depuis la fin du XIXe siècle et notamment l'évolution de l'ETA (Euskadi Ta Askatasuna « Pays basque et liberté ») depuis sa

création jusqu'en 2006, lors de la deuxième trêve. Les réponses politiques aux questions nationales basques, de la LCR basque (Ligue communiste révolutionnaire), dont l'auteur était membre, ont découlé de cette analyse. Jean Haïra (1942-2010) Né en novembre 1942 à Ustaritz au Pays basque, il fait ses études d'ingénieur agricole à Toulouse où il découvre le marxisme au

travers de réunions organisées par la JOC (Jeunes ouvrière chrétienne). Fin 1970, il milite à ETA VI et en sortira en 1973. Il rentre alors à la LCR organisation trotskiste affiliée à la IVe internationale. Il participe à sa dissolution pour créer le NPA (Nouveau parti anticapitaliste). Il est décédé en décembre 2010 peu après avoir terminé ce livre.

